

Marche-arrière

Cuba et les contradictions de Barack Obama

par Salim Lamrani*

Le président Obama, qui avait soulevé bien des espoirs en Amérique latine, n'a pas tardé à décevoir. Après avoir annoncé de manière spectaculaire une révision de la politique de Washington à l'égard de Cuba, il s'est dédit. Sur ce point, comme sur bien d'autres, Barack Obama a annulé les excès trop voyants de George W. Bush pour mieux renouer avec la politique impériale classique de ses prédécesseurs.



Le 13 avril 2009, à la veille du Vème Sommet des Amériques à Trinité-et-Tobago, Barack Obama avait assoupli les sanctions économiques contre Cuba en levant les restrictions affectant les Cubains vivant aux États-Unis. Désormais, ces derniers peuvent se rendre dans leur pays d'origine autant de fois qu'ils le souhaitent (contre 14 jours tous les trois ans auparavant), et effectuer des transferts de fonds illimités à leurs familles (contre 100 dollars par mois auparavant) [1].

Le Sommet, auquel La Havane n'a pas participé ne faisant plus partie de l'Organisation des États Américains (OEA) depuis son expulsion en 1962, a été dominé par le thème Cuba. Lors du discours inaugural, la présidente argentine Cristina Kirchner a exhorté Washington à éliminer l'état de siège imposé au peuple cubain depuis août 1960. Les 32 autres mandataires des nations latino-américaines et caribéennes ont également lancé un appel à la Maison-Blanche lui demandant de mettre un terme à une situation anachronique et cruelle qui affecte les catégories les plus vulnérables de la population [2].

Le président Obama a fait part de sa volonté de chercher « une nouvelle approche avec Cuba [3] ». « Je crois que nous pouvons mener les relations entre les États-Unis et Cuba vers une nouvelle direction », a-t-il souligné. « Je suis ici pour ouvrir un nouveau chapitre de rapprochement qui se poursuivra durant mon mandat », a-t-il

conclu. De son côté, la secrétaire d'État Hillary Clinton a reconnu que la politique cubaine des États-Unis « avait échoué [4] ».

Cependant, dès la fin du Sommet des Amériques, la Maison-Blanche a changé de ton. Le 19 avril 2009, David Axelrod, conseiller politique du président, a noté que son gouvernement ne lèverait pas les sanctions économiques immédiatement. « Nous en sommes encore loin », a-t-il déclaré à la chaîne de télévision CBS [5]. Clinton, quant à elle, a fait une déclaration peu amène et peu diplomatique au sujet du gouvernement de La Havane en soulignant qu'il s'agissait d'un « régime touchant à sa fin », laissant ainsi paraître de sérieux doutes quant à sa volonté de résoudre les différends entre les deux nations [6].

Par la suite, le président Obama a imposé à Cuba comme condition préalable à un dialogue bilatéral qu'elle effectue des changements dans sa politique interne avec notamment une réduction des taxes concernant les flux financiers, sachant pertinemment que le gouvernement de Raúl Castro n'accepterait aucune ingérence dans les affaires internes de son pays. En effet, c'est comme si La Havane exigeait de Washington l'établissement d'un système de sécurité sociale universelle aux États-Unis avant d'entamer toute discussion [7].

De son côté, Raúl Castro a réitéré sa disposition à dialoguer avec Washington sur n'importe quel sujet « y compris les droits de l'homme, les prisonniers politiques et la liberté de la presse », à condition que cela se fasse sur une base d'égalité, de réciprocité et de non-ingérence [8]. Il a également rappelé que la balle était dans le camp d'Obama : « Cuba n'a imposé aucune sanction contre les États-Unis ni contre ses citoyens. Ce n'est pas Cuba qui empêche les entreprises de ce pays de faire du commerce avec le nôtre, ce n'est pas Cuba qui poursuit les transactions financières réalisées par les banques nord-américaines, ce n'est pas Cuba qui dispose d'une base militaire sur le territoire des États-Unis contre la volonté de son peuple. Ce n'est donc pas à Cuba d'effectuer des gestes. Il n'y a pas de prétexte politique ou moral pour justifier la continuité de cette politique [9] ».

Les appels en faveur d'un allègement des sanctions contre Cuba se multiplient aux États-Unis. Le prestigieux Lexington Institute a publié un rapport de 50 pages en ce sens sous le titre *Options pour un engagement : un guide de ressources pour réformer la politique des États-Unis à l'égard de Cuba* [Document téléchargeable en bas de page]. Le centre d'études politiques a recommandé à l'administration Obama de retirer les conditions imposées à Cuba comme préalable à tout dialogue. En effet, La Havane n'est pas sensible au langage de l'intimidation et n'accepte aucune ombre à sa souveraineté [10].

La représentante démocrate Kathy Castor du district de Tampa en Floride a également demandé au gouvernement d'élargir le nombre d'aéroports autorisés pour les voyages à Cuba, pour faire face au nombre croissant de demandes qui entraîne de sérieux problèmes de logistique. Actuellement seuls les aéroports de Miami, New York et Los Angeles disposent du permis pour réaliser des vols vers Cuba [11].

Enfin, la puissante Chambre du Commerce des États-Unis a lancé une initiative en faveur de la levée des restrictions commerciales avec le soutien de plusieurs membres du Congrès. « Le bon sens populaire veut que l'on change une politique qui n'a pas fonctionné. Nous avons essayé pendant 50 ans sans résultats. Il est temps de trouver

autre chose », a déclaré Thomas J. Donohue, président de l'organisation regroupant près de 3 millions d'entreprises états-uniennes. « Nous sommes en train de perdre de grandes opportunités commerciales dans un marché qui se trouvent à 90 miles [140 km] de nos côtes. D'autres pays comme la Chine sont en train d'en profiter, il n'est pas encore trop tard pour commencer à les récupérer », a-t-il ajouté [12].

Mais au lieu d'effectuer un pas dans ce sens, Obama est allé dans la direction opposée. En effet, en mai 2009 le département du Trésor a infligé une amende de 110 000 dollars à l'entreprise pétrolière Varel Holdings pour avoir exporté des technologies à Cuba. Pourtant, les transactions ont eu lieu entre juin 2005 et juin 2006, c'est-à-dire sous l'administration Bush, par le biais d'une filiale basée à l'étranger. Une fois de plus, le caractère extraterritorial des sanctions économiques apparaît au grand jour. Ainsi, loin d'entendre les appels en faveur d'une politique plus rationnelle, Obama a préféré suivre les pas de son prédécesseur [13].

Une autre décision prise par le département d'État illustre le manque de crédibilité des États-Unis dans leur volonté de normaliser les relations avec l'île des Caraïbes. Le 30 avril 2009, Washington a de nouveau inclus —sans raison valable— Cuba dans la liste des pays promoteurs du terrorisme, provoquant une forte réaction du côté de La Havane qui a accusé les États-Unis d'être un « délinquant international », en référence aux agressions commises en Afghanistan et en Irak. Par ailleurs, les États-Unis « ont historiquement de lourds antécédents d'actions de terrorisme d'État et pas seulement contre Cuba », a déclaré Bruno Rodríguez Parrilla, ministre cubain des Affaires étrangères. « Jamais le territoire cubain n'a été utilisé pour financier ou exécuter des actes terroristes contre les États-Unis. Le département d'État qui publie ces rapports ne pourrait pas en dire autant », a-t-il ajouté en référence aux plus de 5 780 attentats terroristes commis contre Cuba qui ont coûté la vie à 3 478 personnes depuis 1959 [14].

Ricardo Alarcón, président de l'Assemblée nationale cubaine, a également fustigé la double morale étasunienne en matière de lutte contre le terrorisme, en se référant à [Luis Posada Carriles](#), criminel international responsable de plus d'une centaine d'assassinats, réfugié à Miami et que Washington refuse de juger ou d'extrader :

« Pourquoi Washington refuse de répondre à la requête formelle pour l'extradition de [Luis Posada Carriles](#) au Venezuela ? Elle a été reçue il y a plus de quatre ans et est restée sans réponse. Les conventions internationales contre le terrorisme sont très claires et ne laissent aucune alternative aux États-Unis. Posada doit être extradé afin d'être jugé pour avoir fait exploser un avion civil en vol ou alors les États-Unis se trouvent dans l'obligation de le mettre en examen pour le même crime « sans aucune exception possible ». Il faut extradier ou juger immédiatement Posada sinon les États-Unis continueront d'être en violation de l'article 7 de la Convention de Montréal sur la protection de l'aviation civile et de tous les autres instruments légaux contre le terrorisme international, ainsi qu'avec la résolution 1373 de septembre 2001 du Conseil de sécurité des Nations unies [15] ».

Le président Obama est en train de revenir sur les promesses faites à l'opinion internationale. Ainsi, après s'être montré implacable sur les tribunaux d'exception instaurés par l'administration Bush à Guantanamo —territoire cubain illégalement occupé par les États-Unis— qu'il avait qualifiés d' « échec monumental », le locataire de la Maison-Blanche a tout simplement décidé de conserver les commissions

militaires, annulant *de facto* la fermeture des prisons de Guantanamo, et suscitant l'ire des organisations internationales [16]. Il a également choisi de mettre son veto sur la publication de photos illustrant les actes de torture commis par la CIA, contredisant une nouvelle fois sa volonté affirmée à maintes reprises de faire la lumière sur les exactions commises sous le règne de Georges W. Bush [17].

Le monde entier a les yeux rivés sur Barack Obama qui dispose d'une opportunité historique pour mettre un terme à une agression longue de cinquante ans contre le peuple cubain. Il n'y a plus aucune justification du *statu quo* actuel.

Salim Lamrani

Enseignant chargé de cours à l'Université Paris-Descartes et à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les États-Unis.

Auteur de *Cuba face à l'empire : Propagande, guerre économique et terrorisme d'État*, dernier ouvrage publié en français : *Double Morale. Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme*.

[1] « [Le premier geste de Barack Obama à l'égard de Cuba](#) », par Salim Lamrani, *Réseau Voltaire*, 18 avril 2009.

[2] Agence France-Presse, « Presidenta argentina pide a Obama que levante embargo contra Cuba », 17 avril 2009 ; Agencia Bolivariana de Noticias, « Cristina Fernández abogó por Cuba en discurso inaugural de Cumbre de las Américas », 17 avril 2009 ; Agencia Bolivariana de Noticias, « Daniel Ortega rechazó política intervencionista de Estados Unidos », 17 avril 2009.

[3] The Associated Press, « Obama Seeks 'New Beginning' With Cuba », 17 avril 2009.

[4] Macarena Vidal, « Obama ofrece 'un nuevo comienzo' en las relaciones con Cuba », EFE, 17 avril 2009.

[5] EFE, « Asesor de Obama : EEUU está lejos de levantar el embargo », 19 avril 2009.

[6] Agence France-Presse, « Clinton afirma que régimen de Castro en Cuba 'está finalizando' », 22 avril 2009.

[7] Frances Robles, « Obama a Raúl Castro : 'Ahora es su turno' », *The Miami Herald*, 19 avril 2009.

[8] The Associated Press, « Castro Says Cuba Willing to Talk on Equal Terms », 16 avril 2009.

[9] Agence France-Presse, « Raúl Castro responde a Obama : No es Cuba la que tiene que hacer gestos », 29 avril 2009.

[10] Juan Carlos Chávez, « Informe sugiere ‘más realismo’ en nexos con Cuba », *El Nuevo Herald*, 21 avril 2009

[11] EFE, « Piden que se pueda viajar a la isla desde más aeropuertos », 28 avril 2009.

[12] Nestor Ikeda, « Dueños de empresas y congresistas piden comercio con Cuba », The Associated Press, 6 mai 2009.

[13] Wilfredo Cancio Isla, « Multa a petrolera por exportar tecnología a Cuba », *El Nuevo Herald*, 7 mai 2009.

[14] *El Nuevo Herald*, « EEUU deja a Cuba en la lista de países terroristas », 1er mai 2009.

[15] Ricardo Alarcón de Quesada, « [Cuba : The Imperial Ignorance](#) », *Znet*, 13 mai 2009.

[16] *Le Monde*, « Barack Obama maintient les tribunaux d’exception », 16 mai 2009.

[17] Jennifer Loven, « Obama Seeks to Block Release of Abuse Photos », The Associated Press, 14 mai 2009.